



**Arrêté portant réglementation de la circulation et  
du stationnement  
rue Péju**

**Arrêté provisoire n° 17/22**

**LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ÉPERNON**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et les textes qui l'ont complétée ou modifiée,

VU le Code Général Des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2213-1, L 2213-2 – L 2212-2 et L 2131-1 ;

VU l'article R 610-5 du code Pénal ;

VU le Code de la Route et notamment les articles L 325-1 à L 325-13, L 411-1, L 411-2 et R 325-12 à R 325-46, R 411-25, R 411-26, R 412-26, R 412-28, R 417-10

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

VU la circulaire n° 96 -14 du 6 Février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le code de la sécurité intérieure, notamment son article L511-1 relatif aux missions des agents de police municipale,

VU la demande formulée par l'entreprise SPIE Ile de France Nord-Ouest – 10 Avenue de l'Entreprise – Campus Saint Christophe – 95863 CERGY PONTOISE par laquelle est sollicitée la réglementation de la circulation et du stationnement rue Péju pour travaux d'ouverture de chambres France Télécom pour tirage d'un câble dans le réseau existant ;

Considérant que pour permettre la réalisation de ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

**A R R E T E :**

=====

**ARTICLE 1 :** L'entreprise SPIE Ile de France Nord-Ouest est autorisée à occuper le domaine public.

**ARTICLE 2 :**

**La chaussée sera rétrécie et la circulation gérée par panneaux B15-C18.  
Le stationnement sera interdit au droit du chantier.  
Vitesse limitée à 30 km/h.**



## A partir du Mardi 14 Février 2022 jusqu'au 14 Mars 2022

**ARTICLE 3 :** La signalisation de chantier découlant des présentes prescriptions sera établie conformément aux dispositions réglementaires susvisées. Elle sera mise en place par l'entreprise, à sa charge et sous sa responsabilité.

Le bénéficiaire sera également responsable des accidents pouvant survenir par défaut et insuffisance de cette signalisation.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public, par affichage sur le chantier.

**ARTICLE 5 :** Ces dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux par la levée de la signalisation.

**ARTICLE 6 :** Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 7 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 8 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera affiché :

- Monsieur le Maire,
- M. le responsable des Services Techniques Municipaux,
- M. le responsable du service de la Police Municipale,
- M. le commandant de la Brigade de gendarmerie de MAINTENON,
- L'entreprise SPIE Ile de France Nord-Ouest.

Extrait certifié exécutoire par le Maire

A la date du 25/01/22

Et publié le 25/01/22

Fait à Epernon, le 24 Janvier 2022

PAR DELEGATION DU MAIRE  
Adjoint au Maire  
Environnement et développement durable  
L'Adjoint au Maire  
Denis DURAND

Une copie est transmise pour information et à toutes fins utiles à :

M. l'adjoint au maire chargé des travaux

Mme la conseillère municipale déléguée à la police municipale et  
à la gestion du domaine public

Sictom de Rambouillet – Transports d'Eure et Loir